

**Discours du Président de la République M. Francois Hollande**

**Ouverture du « *Leaders' event* » COP21**

**Paris-Le Bourget, 30 novembre 2015,**

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,  
Mesdames et Messieurs les chefs d'état et de gouvernement,  
Madame la secrétaire exécutive de la CCNUCC,  
Mesdames et Messieurs les ministres,

Aujourd'hui, la France accueille le monde entier. 150 chefs d'Etat et de gouvernement. Et des milliers de délégués venus de tous les continents.

Jamais une conférence n'avait accueilli autant d'autorités, venues d'autant de pays. Jamais l'enjeu d'une réunion internationale n'avait été aussi élevé puisqu'il s'agit de l'avenir de la planète, l'avenir de la vie.

Et pourtant, il y a deux semaines, c'est la mort que semait un groupe de fanatiques dans les rues de Paris.

Je veux vous exprimer la reconnaissance du peuple français pour toutes les marques de soutien qui ont afflué depuis le 13 novembre.

Les évènements tragiques nous affligent mais plus encore nous obligent. Ils nous forcent à nous concentrer sur l'essentiel. Votre présence soulève un immense espoir que nous n'avons pas le droit de décevoir. Car ce sont des peuples et des milliards d'êtres humains qui comptent sur nous.

Je n'oppose pas la lutte contre le terrorisme et la lutte contre le réchauffement climatique. Ce sont deux grands défis mondiaux que nous devons relever. Parce que nous devons laisser à nos enfants plus qu'un monde libéré de la terreur. Nous leur devons, une planète préservée des catastrophes.

2015 a été l'année de tous les records : record de température, record de concentration de CO2 dans l'atmosphère, record du nombre d'évènements climatiques extrêmes, sécheresse, inondations, cyclones, fonte des glaces, hausse du niveau de la mer, acidification des océans.

Les victimes de ces phénomènes se comptent par millions, et les dommages matériels par milliards.

Aucun pays, aucune région n'est à l'abri des effets du dérèglement climatique causé par les activités humaines mais comment accepter que ce soit les pays les plus pauvres, ceux qui émettent le moins de gaz à effet de serre qui soient les plus vulnérables. C'est donc au nom de la justice climatique, que nous devons agir.

Prenons conscience de la gravité de la menace sur les équilibres du monde. Le réchauffement annonce des conflits comme la nuée porte l'orage.

Il provoque des migrations qui jettent sur les routes plus de réfugiés que n'en génèrent les guerres. Des Etats risquent de ne pas pouvoir satisfaire les besoins vitaux de leurs populations avec des risques de famine, d'exode rural massif et d'affrontement pour accéder à l'eau.

Bref ce qui est en cause une fois encore, c'est la paix.

Et pourtant une espérance s'est levée à travers la préparation de la COP 21.

La communauté internationale s'est dotée en septembre dernier d'un agenda complet, à travers les objectifs du développement durable adoptés en septembre dernier à l'ONU.

190 Etats ont formulé de plans d'action pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux dérèglements climatiques dans leur région respective.

Les collectivités locales, les entreprises, les investisseurs, les citoyens, toutes les grandes religions, se sont engagés pour le climat.

A cette prise de conscience, à cette mobilisation s'ajoutent les progrès fulgurants réalisés dans les énergies propres et renouvelables qui ouvrent la perspective d'une économie moins carbonée, avec des villes vertes et des espaces naturels mieux protégés. Nous sommes désormais capables de définir une stratégie d'adaptation aux impacts des dérèglements climatiques.

La France a jeté toutes ses forces dans ce combat, et mobilisé l'ensemble de son gouvernement, à commencer par le Ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, dont je veux ici saluer la ténacité. J'ai moi-même visité les régions les plus affectées par le changement climatique. J'en suis revenu avec une même conviction : celle d'assurer un développement durable et équitable sans pour autant compromettre

l'environnement global et les ressources limitées de notre planète. C'est cette équation fondamentale que nous avons à résoudre.

Et si j'ai voulu que les chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier soient rassemblés dès le début de cette COP21 c'est pour donner à cette conférence un souffle et une ambition à la hauteur de l'enjeu car le 12 décembre un Accord de Paris, universel, contraignant et différencié doit être conclu.

A quelles conditions pourra-t-on estimer que nous aurons collectivement, rempli notre mission ? J'en vois trois.

La première, c'est que nous dessinions une trajectoire crédible permettant de contenir le réchauffement global en dessous des 2° Celsius, ou 1,5°C si possible. Il faudra pour y parvenir nous fixer un horizon de long-terme, prévoir une évaluation régulière de nos progrès au regard des dernières conclusions de la science, et mettre en place un mécanisme de révision à la hausse de nos engagements, avec des rendez-vous tous les 5 ans.

La deuxième condition, c'est que nous apportions au défi climatique une réponse solidaire. Aucun Etat ne peut se soustraire à ses engagements mais avec un principe de différenciation qui tienne compte des niveaux de développement et des situations. Aucun territoire ne doit être laissé seul face au dérèglement et notamment les plus vulnérables. Je pense à ces îles qui peuvent à brève échéance purement et simplement disparaître.

Tirons en les conclusions : l'accord doit être universel.

Les pays développés doivent assumer leurs responsabilités historiques, les pays émergents accélérer leur transition énergétique, les pays en développement être accompagnés dans leur adaptation aux impacts climatiques. D'où la nécessité de dégager des financements pour favoriser les transferts de technologie. L'objectif des 100Mds doit non seulement être atteint mais dépassé avec des garanties sur l'origine des ressources et leurs disponibilités.

Enfin, la troisième condition d'un accord à Paris, c'est que nos sociétés se mettent en mouvement. L'ensemble des dirigeants locaux, des investisseurs, des acteurs économiques et sociaux, des citoyens, doivent comprendre que la donne a changé. Ce sont eux aussi qui détiennent les clés de du défi climatique.

Je rends hommage ici à tous les pionniers de la cause écologique, aux précurseurs qui, il n'y a pas si longtemps encore, devaient affronter incrédulité et dédain pour leurs alertes et leurs propositions.

En quelques années, les esprits ont profondément évolué.

Les entreprises et les acteurs financiers hier réticents sont désormais prêts à s'engager et à modifier leur comportement. Faut-il encore leur envoyer les signaux indispensables. C'est l'enjeu de l'introduction progressive du prix du carbone pour que les émissions de gaz à effet de serre aient un coût qui corresponde aux dommages infligés à la planète. Et que les choix d'investissement s'en trouvent peu à peu modifiés permettant aux technologies propres d'être accessibles à tous.

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement.

Pour résoudre la crise climatique, les bons sentiments, les déclarations d'intentions ne suffisent pas. Nous sommes au bord d'un point de rupture.

Paris doit être le point de départ d'une profonde mutation énergétique, économique, sociétale. Nous ne pouvons plus considérer la nature comme un vulgaire et inépuisable réservoir de ressources destiné à notre seul accomplissement.

Cette transformation est à la fois une obligation morale et une opportunité mondiale. Elle ouvre des possibilités de développement grâce à l'émergence d'une économie décarbonée avec des énergies renouvelables, des modes de transport propre, le recyclage des déchets, l'agro écologie, la préservation de la biodiversité, l'accès de tous aux biens publics mondiaux.

Ainsi en rendant l'électricité accessible à tous et notamment en Afrique, c'est plus que de la lumière qui sera apportée, c'est la connaissance, l'éducation et le développement.

Nous sommes en ce premier jour de la COP au pied du mur. Ce mur est l'addition de nos égoïsmes, de nos appréhensions, de nos résignations. Il est construit sur l'indifférence, sur l'insouciance, sur l'impuissance. Il n'est pas infranchissable. Tout dépend de nous.

Sur nos épaules repose l'espoir de toute l'humanité.

Je mesure combien combiner l'impératif de l'urgence et les choix du long terme est un exercice difficile. Mais il n'est pas impossible. Notre plus

grand défi, c'est de passer d'une mondialisation basée sur la compétition à un modèle basé sur la coopération, où il sera plus rentable de protéger que de détruire. Nous devons penser la planète comme un espace unique. Nous devons établir un pacte d'équité entre le Nord et le Sud et un partenariat entre la Nature et l'Homme.

C'est pourquoi nous sommes réunis, nous les dirigeants de la planète. Paris est un rendez-vous exceptionnel. Nous allons décider en quelques jours pour quelques décennies.

Le plus grand danger n'est pas que notre but soit trop élevé et que nous le manquions, mais qu'il soit trop bas et que nous l'atteignons.

Alors plaçons, le plus haut possible, notre ambition pour que nous puissions au moins l'approcher.

C'est en visant haut que l'on décidera pour longtemps de la vie sur notre planète.